



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.399/2
du 30 novembre 2016

sur

un avant-projet de loi 'relatif à
la surveillance des processeurs
d'opérations de paiement'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.399/2
van 30 november 2016

over

een voorontwerp van wet
'houdende het toezicht op
verwerkers van
betalingstransacties'

Le 3 novembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif à la surveillance des processeurs d'opérations de paiement'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 30 novembre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 novembre 2016.

*

Op 3 november 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende het toezicht op verwerkers van betalingstransacties'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 30 november 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 november 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet¹, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. La lecture de l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet peut donner à penser que le seul fait qu'« un processeur a fourni des services aux fins du traitement d'un minimum de cent vingt-cinq millions d'opérations de paiement, calculées sur l'année calendaire antérieure, au moyen d'un schéma de paiement déterminé » a pour effet, par la qualification de ce processeur qui en résulte, selon la même disposition, comme étant « un processeur d'importance systémique », de le soumettre aux règles prévues par la loi en projet.

Or, il semble ressortir de la combinaison des articles 6 et 7 de l'avant-projet, spécialement des articles 6, § 3, alinéa 2, seconde phrase, et 7, alinéa 2, 1^o, que le processeur ne serait soumis à la loi en projet qu'à partir de la date de prise d'effet de la notification par laquelle la Banque nationale lui notifie sa qualification en tant que processeur d'importance systémique.

Ceci devrait ressortir toutefois plus clairement du dispositif, les articles 6 et 7 pouvant également être interprétés, lus en combinaison avec l'article 5, comme conférant une portée déclaratoire à la notification, ce qui aurait pour conséquence que les processeurs concernés seraient soumis à la loi en projet dès qu'ils remplissent matériellement les conditions énoncées par l'article 5 sous la seule réserve de l'existence d'une notification en ce sens de la Banque nationale.

2. Plusieurs dispositions de l'avant-projet, notamment la phrase liminaire de l'article 6, § 1^{er}, ainsi que les articles 8 et 19, soumettent les « schémas de paiement » à certaines règles conçues comme s'adressant à des personnes ou à des organismes, alors que la notion de schéma de paiement est définie comme suit par l'article 3, 12^o, de l'avant-projet :

« un ensemble unique, opérant en Belgique, de règles, de pratiques, de normes et/ou de lignes directrices pour l'exécution d'opérations de paiement, [...] et qui comprend une entité, un organisme ou un organe décisionnel spécifique responsable du fonctionnement du schéma de paiement »,

et qu'ils ne peuvent donc être considérés comme étant des personnes ou des organismes susceptibles d'être concernés par les dispositions en question, contrairement à leurs « responsables du fonctionnement ».

Les dispositions précitées doivent être rédigées de manière à soumettre ces responsables aux règles qu'elles énoncent.

¹ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

3. Plusieurs dispositions, spécialement les articles 8, alinéa 2, 11, § 5, 12, § 6, et 13, §§ 3 et 4, alinéa 2, confèrent à la Banque nationale des habilitations à caractère réglementaire. Tel est également le cas pour l'article 10, alinéa 2, cette disposition pouvant être lue comme conférant pareille habilitation.

C'est en principe au Roi, dont les actes sont soumis à la responsabilité politique des ministres qui les contresignent, qu'il convient de conférer les habilitations envisagées par ces dispositions.

Le cas échéant, les habilitations pourraient être conférées au Roi moyennant l'avis de la Banque nationale ; il est renvoyé sur ce point à l'observation formulée sur l'article 12, § 3, alinéa 3.

Il est vrai que l'article 8, § 2, alinéas 1^{er} et 3, de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique', en projet à l'article 21 de l'avant-projet, dispose ce qui suit :

« Dans les matières pour lesquelles elle a compétence en vertu de cet article, la Banque peut adopter des règlements visant à compléter les dispositions législatives ou réglementaires applicables concernant des points techniques.

[...]

Ces règlements ne prennent effet qu'après approbation par le Roi et publication au *Moniteur belge*. Le Roi peut apporter des modifications à ces règlements ou fixer lui-même ces règles si la Banque n'a pas adopté de règlement ».

Compte tenu notamment de l'article 2, alinéa 2, de l'avant-projet, aux termes duquel

« [l]es missions dévolues à la Banque par la présente loi font partie des missions visées à l'article 8 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique »,

il peut être soutenu que les règlements de la Banque nationale prévus par les dispositions précitées de l'avant-projet seront soumis à cette procédure d'approbation royale.

Il n'apparaît toutefois pas clairement si tel serait le cas.

Si cette procédure d'approbation royale devait s'appliquer aux règlements prévus par les dispositions précitées de l'avant-projet, l'observation formulée ci-avant perdrait sa pertinence. Si ce n'était pas le cas, elle garderait tout son sens, et ce d'autant plus qu'il se créerait ainsi une différence de régime juridique entre les règlements de la Banque nationale prévus par les dispositions précitées et ceux, portant pourtant sur des « points techniques », dont l'adoption serait également envisagée par l'article 8, § 2, en projet de la loi du 22 février 1998.

L'avant-projet sera en toute hypothèse clarifié à la lumière de la présente observation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Dans l'arrêté de présentation, le visa de l'article 108 de la Constitution doit être omis².

DISPOSITIF

Article 3

À l'article 3, 19°, le mot « calendaires » sera omis. La même observation vaut pour les autres dispositions de l'avant-projet dans lesquelles ce mot est utilisé.

Article 7

Afin de garantir une information exacte du public, il pourrait être utile de préciser, à la fin de l'article 7, alinéa 1^{er}, que la mise à jour doit tenir compte notamment des notifications effectuées, le cas échéant, en vertu de l'article 6, § 4, de l'avant-projet.

Article 8

Compte tenu de la seconde phrase de l'alinéa 1^{er}, aux termes de laquelle « [l]e schéma de paiement fait preuve à cet égard de la diligence requise », les mots « sur une base périodique » doivent être omis de la première phrase. Il est également renvoyé à l'observation formulée dans la version néerlandaise du présent avis.

En outre, mieux vaudrait traduire l'intention résultant du commentaire de l'article selon laquelle la vérification doit aussi intervenir « au début de la relation avec un processeur d'importance systémique ».

Article 9

Dès lors que, selon le commentaire de l'article, l'objectif poursuivi par celui-ci semble consister à assurer « une gestion saine et prudente, [...] une maîtrise adéquate des risques et de la continuité et de la stabilité des paiements en Belgique », il est difficilement justifiable que seules « les fusions entre processeurs d'importance systémique et les fusions entre ces processeurs et d'autres entreprises » soient soumises à un régime d'autorisation alors que ce régime ne s'appliquerait pas aux processeurs de même envergure ne résultant pas d'une fusion et que les objectifs poursuivis par la disposition seraient en ce cas également compromis.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 227 et formule F 5.

Ce mécanisme paraît d'autant plus critiquable qu'il s'appliquerait également à des processeurs ne relevant pas du droit belge, même si leurs activités réglées par la loi en projet sont soumises au droit belge.

La disposition sera fondamentalement réexaminée.

Article 12

En conférant un pouvoir de proposition à la Banque nationale en vue de l'exercice par le Roi de la compétence qu'Il tiendrait du paragraphe 3, alinéa 3, cette dernière disposition restreint de manière excessive cette dernière compétence. Il en résulterait en effet que non seulement le Roi ne pourrait agir sans être saisi de la proposition mais en outre, en principe, qu'il ne pourrait s'en écarter quant à son contenu, sauf à solliciter une nouvelle proposition.

Il y a lieu de limiter la compétence de la Banque nationale en l'espèce à une compétence d'avis. Pareil mécanisme classiquement consultatif rendrait parfaitement possible un avis donné, le cas échéant, d'initiative par la Banque nationale, ce qui contribuerait à reconnaître le rôle de cette dernière tout en respectant les prérogatives du Roi, lequel resterait alors en effet libre de s'écarter de cet avis et pourrait ainsi exercer la plénitude de Ses compétences.

La même observation vaut pour l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2.

Article 13

1. En ce qui concerne l'hypothèse visée à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'avant-projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment une information peut être faite à la Banque à la fois « pendant un jour ouvrable » et « dans les 15 minutes de la détection » si l'incident se produit entre 8 heures du matin et 20 heures un dimanche ou un jour férié.

La disposition sera, le cas échéant, revue.

2. L'auteur du projet est invité à vérifier si, à l'article 13, § 2, il n'y a pas lieu de viser l'article 12, § 5, plutôt que l'article 12, § 6.

Article 14

La seconde phrase de la disposition à l'examen, aux termes de laquelle

« [l]a surveillance exercée par la Banque doit être proportionnée et adaptée à la nature, à l'étendue et à la complexité des activités exercées par le processeur d'importance systémique, et aux risques qui y sont liés »

ne saurait être interprétée comme conférant des pouvoirs de contrôle et de surveillance autres que ceux qui sont attribués à la Banque nationale par l'article 15 de l'avant-projet. Elle doit être lue comme établissant le cadre dans lequel ces derniers pouvoirs doivent s'exercer.

Il serait opportun que le commentaire de la disposition le confirme.

Article 21

Il y a lieu de mentionner dans la phrase liminaire de l'article 21 de l'avant-projet que l'arrêté royal du 12 novembre 2013 'modifiant diverses lois en vue de la transposition partielle de la Directive 2010/78/UE du 24 novembre 2010 en ce qui concerne les compétences des autorités européennes de surveillance (Autorité bancaire européenne, Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles et Autorité européenne des marchés financiers)' a été confirmé par la loi du 25 avril 2014, mais il est inutile de citer également l'intitulé de cet arrêté royal du 12 novembre 2013.

Il en va de même pour les intitulés de l'arrêté royal du 3 mars 2011 et des lois des 25 avril 2014 et 18 décembre 2015 mentionnés dans la phrase liminaire de l'article 22 et dans l'article 23.

Article 22

Dans la phrase liminaire de l'article 22, il convient de remplacer le mot « modifié » par « remplacé ».

OBSERVATIONS FINALES

La version française de l'avant-projet comporte une série d'erreurs et de lacunes qu'il convient de corriger. Ainsi, dans la version française :

- à l'article 6, § 1^{er}, 3°, après les mots « ainsi que la part », il y a lieu d'insérer les mots « dans ce nombre total d'opérations de paiement » ;
- à l'article 6, § 3, alinéa 2, il y a lieu d'écrire non pas « ou au plus tôt » mais « mais au plus tôt » ;
- à l'article 11, § 4, alinéa 1^{er}, il semble qu'il faille écrire « est tenu de disposer d'une politique de gestion des risques et de procédures et systèmes » ;
- à l'article 12, § 2, le mot « résilient » utilisé dans la version française ne rend pas de manière appropriée le mot « weerbaar » figurant dans la version néerlandaise ;
- à l'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, après les mots « et des utilisateurs de services de paiement », il convient d'insérer le mot « concernés » ;
- à l'article 13, § 4, alinéa 2, il y a lieu de remplacer « paragraphe 1^{er} » par « alinéa 1^{er} » ;
- à l'article 17, alinéa 1^{er}, 1°, après le mot « amende » il y a lieu d'insérer le mot « administrative » ;

- à l'article 17, alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots « au paragraphe 1^{er} » par les mots « à l'alinéa 1^{er} » ;

- à l'article 19, §§ 1^{er} et 2, il convient d'écrire chaque fois, *in fine*, « à l'article 17, alinéa 1^{er}, 1^o » .

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,¹ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Bij het lezen van artikel 5, eerste lid, van het voorontwerp kan de indruk ontstaan dat het loutere feit dat “een verwerker voor minimum honderdvijfentwintig miljoen betalingstransacties, gemeten over het voorgaande kalenderjaar, via één bepaald betalingsschema diensten voor de verwerking ervan heeft verleend” tot gevolg heeft dat die verwerker valt onder de regeling waarin de ontworpen wet voorziet, doordat hij luidens dezelfde bepaling als “een systeemrelevante verwerker” wordt beschouwd.

Uit het in onderlinge samenhang lezen van de artikelen 6 en 7 van het voorontwerp, inzonderheid van de artikelen 6, § 3, tweede lid, tweede zin, en 7, tweede lid, 1°, lijkt evenwel voort te vloeien dat de verwerker pas onder de ontworpen wet zou vallen vanaf de datum waarop de kennisgeving waarmee de Nationale Bank hem op de hoogte brengt van zijn kwalificatie als systeemrelevante verwerker uitwerking heeft.

Zulks zou echter duidelijker moeten blijken uit het dispositief, aangezien de artikelen 6 en 7, in samenhang gelezen met artikel 5, eveneens aldus kunnen worden geïnterpreteerd dat ze een declaratoire draagwijdte toekennen aan de kennisgeving, wat tot gevolg zou hebben dat de betrokken verwerkers onder de ontworpen wet zouden vallen zodra zij materieel gezien de in artikel 5 opgesomde voorwaarden vervullen met als enige voorbehoud het bestaan van een kennisgeving in die zin door de Nationale Bank.

2. Luidens verscheidene bepalingen van het voorontwerp, inzonderheid de inleidende zin van artikel 6, § 1, en de artikelen 8 en 19, moeten de “betalingsschema’s” voldoen aan een aantal voorschriften die aldus opgevat zijn dat ze voor personen of voor organisaties gelden, terwijl het begrip betalingsschema naar luid van artikel 3, 12°, van het voorontwerp als volgt wordt gedefinieerd:

“een [uniek,] in België actief (...) geheel van tussen betalingsdienaarsbieders overeengekomen voorschriften, praktijken, standaarden en/of richtsnoeren voor de uitvoering van betalingstransacties (...), en dat een voor de werking van het betalingsschema verantwoordelijk(e) specifiek(e) besluitvormingsorgaan, -organisatie of -entiteit omvat”,

¹ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

zodat ze dus, in tegenstelling tot de “verantwoordelijken voor [hun] werking”, niet kunnen worden beschouwd als personen of organisaties waarop de bepalingen in kwestie betrekking kunnen hebben.

De voornoemde bepalingen moeten aldus geredigeerd worden dat die verantwoordelijken moeten voldoen aan de erin opgesomde voorschriften.

3. Bij verscheidene bepalingen, inzonderheid bij de artikelen 8, tweede lid, 11, § 5, 12, § 6, en 13, §§ 3 en 4, tweede lid, worden aan de Nationale Bank bevoegdheden van verordenende aard verleend. Dat geldt ook voor artikel 10, tweede lid, aangezien die bepaling aldus kan worden gelezen dat een dergelijke bevoegdheid wordt verleend.

De bevoegdheden waarvan in die bepalingen sprake is, moeten in beginsel verleend worden aan de Koning, wiens akten onder de politieke verantwoordelijkheid vallen van de ministers die ze medeondertekenen.

In voorkomend geval zouden de bevoegdheden kunnen worden verleend aan de Koning en zou kunnen worden bepaald dat de Nationale Bank advies uitbrengt; in dat verband wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 12, § 3, derde lid, geformuleerd wordt.

Weliswaar luidt het ontworpen artikel 8, § 2, eerste en derde lid, van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’ (artikel 21 van het voorontwerp) als volgt:

“In de aangelegenheden waarvoor zij krachtens dit artikel bevoegd is, kan de Bank reglementen vaststellen ter aanvulling van de betrokken wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende technische punten.

(...)

Deze reglementen hebben slechts uitwerking na goedkeuring door de Koning en bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De Koning kan wijzigingen aanbrengen aan deze reglementen of deze regels zelf vaststellen indien de Bank geen reglementen heeft vastgesteld.”

Gelet op inzonderheid artikel 2, tweede lid, van het voorontwerp, naar luid waarvan

“[d]e opdrachten die deze wet aan de Bank toevertrouwt, (...) een taak [uitmaken] zoals bedoeld in artikel 8 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België”,

kan worden gesteld dat met betrekking tot de reglementen van de Nationale Bank waarvan in de voornoemde bepalingen van het voorontwerp sprake is die procedure ter verkrijging van de goedkeuring van de Koning moet worden gevolgd.

Het is evenwel niet duidelijk of zulks het geval zou zijn.

Als met betrekking tot de reglementen waarvan in de voornoemde bepalingen van het voorontwerp sprake is die procedure ter verkrijging van de goedkeuring van de Koning zou moeten worden gevolgd, zou de hierboven geformuleerde opmerking niet meer relevant zijn. Als

die procedure niet zou moeten worden gevolgd, zou die opmerking volledig op haar plaats zijn, temeer daar aldus op de reglementen van de Nationale Bank die in de voornoemde bepalingen vermeld worden een andere rechtsregeling van toepassing zou zijn dan op de reglementen die, hoewel ze op “technische punten” betrekking hebben, eveneens bij het ontworpen artikel 8, § 2, van de wet van 22 februari 1998 zouden kunnen worden vastgesteld.

Het voorontwerp moet in het licht van deze opmerking hoe dan ook worden verduidelijkt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

In het indieningsbesluit moet de verwijzing naar artikel 108 van de Grondwet worden weggelaten.²

DISPOSITIEF

Artikel 3

In artikel 3, 19°, moet het woorddeel “kalender-” worden weggelaten. Dezelfde opmerking geldt voor de overige bepalingen van het voorontwerp waarin dat woorddeel wordt gebruikt.

Artikel 7

Teneinde ervoor te zorgen dat de aan het publiek verstrekte informatie juist is, zou het nuttig kunnen zijn om in artikel 7, eerste lid, *in fine*, te vermelden dat bij de actualisering inzonderheid rekening moet worden gehouden met de kennisgevingen die in voorkomend geval krachtens artikel 6, § 4, van het voorontwerp bezorgd zijn.

Artikel 8

Gelet op de tweede zin van het eerste lid, naar luid waarvan “[h]et betalingsschema (...) daarbij de nodige zorgvuldigheid [hanteert]” waarmee blijkbaar bedoeld wordt dat “[h]et betalingsschema (...) daarbij de nodige ijver aan de dag [legt]”, moeten in de eerste zin de woorden “op periodieke basis” worden weggelaten en moeten de woorden “er” en “van” aaneen worden geschreven.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 227 en formule F 5.

Bovendien zou het beter zijn om de bedoeling weer te geven die blijkt uit de commentaar bij het artikel en naar luid waarvan de controle ook “bij de start van de relatie met een systeemrelevante verwerker” dient te gebeuren.

Artikel 9

Aangezien uit de commentaar bij het artikel blijkt dat het doel van het artikel erin lijkt te bestaan “een gezond en voorzichtig beleid, een passende risicobeheersing en de continuïteit en stabiliteit van het Belgisch betaalverkeer te verzekeren”, is het moeilijk te verantwoorden dat alleen voor de “fusies tussen systeemrelevante verwerkers en voor [de] fusies tussen dergelijke verwerkers en andere ondernemingen” toestemming zou moeten worden verleend, terwijl die regeling niet van toepassing zou zijn op even grote verwerkers die niet uit een fusie ontstaan zijn en de door de bepaling nagestreefde doelen in dat geval eveneens in het gedrang zouden komen.

Die regeling lijkt des te meer bloot te staan aan kritiek daar ze ook zou gelden voor verwerkers die niet onder het Belgische recht vallen, ook al vallen hun bij de ontworpen wet geregelde activiteiten wel onder het Belgische recht.

De bepaling moet aan een grondig heronderzoek worden onderworpen.

Artikel 12

Doordat bij paragraaf 3, derde lid, aan de Nationale Bank een bevoegdheid wordt verleend om voorstellen te doen met het oog op de uitoefening door de Koning van de bevoegdheid die Hij aan die bepaling ontleent, wordt deze bevoegdheid van de Koning door die bepaling te sterk ingeperkt. Daaruit zou immers niet alleen volgen dat de Koning enkel zou kunnen handelen indien aan Hem een voorstel is bezorgd, maar ook dat Hij in principe niet van de inhoud daarvan zou kunnen afwijken, tenzij Hij om een nieuw voorstel verzoekt.

De bevoegdheid van de Nationale Bank ter zake moet worden beperkt tot een adviesverlenende bevoegdheid. Een dergelijke traditioneel geregelde adviesverlening zou het perfect mogelijk maken dat de Nationale Bank in voorkomend geval uit eigen beweging een advies geeft, wat zou bijdragen tot de erkenning van haar rol, zonder daarbij evenwel te raken aan de prerogatieven van de Koning, die dan immers de vrijheid zou hebben dat advies niet te volgen en Zijn bevoegdheden aldus ten volle zou kunnen uitoefenen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13, § 1, tweede lid.

Artikel 13

1. Met betrekking tot het geval dat wordt behandeld in artikel 13, § , eerste lid, 1°, van het voorontwerp, ziet de Raad van State niet in hoe het mogelijk is om de Bank zowel “tijdens een werkdag” als binnen een tijdspanne van “15 minuten na detectie” in te lichten indien het incident op een zondag of een feestdag tussen 8 uur ‘s morgens en 20 uur plaatsvindt.

De bepaling moet, in voorkomend geval, worden herzien.

2. De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of in artikel 13, § 2, niet moet worden verwezen naar artikel 12, § 5, in plaats van naar artikel 12, § 6.

Artikel 14

De tweede zin van de voorliggende bepaling luidt als volgt:

“Het toezicht door de Bank dient evenredig en passend te zijn, in het licht van de aard, de omvang en de complexiteit van de door de systeemrelevante verwerker verrichte activiteiten, en de eraan verbonden risico's.”

Die zin mag niet aldus worden geïnterpreteerd dat daarbij andere controle- en toezichtsbevoegdheden worden verleend dan die welke bij artikel 15 van het voorontwerp worden toegekend aan de Nationale Bank. Hij moet worden gelezen als een kader waarbinnen die laatste bevoegdheden moeten worden uitgeoefend.

Het zou raadzaam zijn dat te bevestigen in de commentaar bij de bepaling.

Artikel 21

In de inleidende zin van artikel 21 van het voorontwerp moet worden vermeld dat het koninklijk besluit van 12 november 2013 ‘tot wijziging van diverse wetten ter gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2010/78/EU van 24 november 2010 wat betreft de bevoegdheden van de Europese toezichthoudende autoriteiten (Europese Bankautoriteit, Europese Autoriteit voor verzekeringen en bedrijfspensioenen en de Europese Autoriteit voor effecten en markten)’ is bekrachtigd bij de wet van 25 april 2014. De vermelding van het opschrift van dat koninklijk besluit van 12 november 2013 is echter overbodig.

Hetzelfde geldt voor de opschriften van het koninklijk besluit van 3 maart 2011 en van de wetten van 25 april 2014 en 18 december 2015 die worden vermeld in de inleidende zin van artikel 22 en in artikel 23.

Artikel 22

In de inleidende zin van artikel 22 moet het woord “gewijzigd” worden vervangen door het woord “vervangen”.

SLOTOPMERKINGEN

De Franse tekst van het voorontwerp bevat een reeks fouten en gebreken die moeten worden weggewerkt. Zo:

- dienen in artikel 6, § 1, 3°, de woorden “dans ce nombre total d’opérations de paiement” te worden ingevoegd na de woorden “ainsi que la part”;

- moet in artikel 6, § 3, tweede lid, niet “ou au plus tôt”, maar “mais au plus tôt” worden geschreven;

- laat het zich aanzien dat in artikel 11, § 4, eerste lid, “est tenu de disposer d’une politique de gestion des risques et de procédures et systèmes” moet worden geschreven;

- is het woord “résilient” dat wordt gebruikt in de Franse tekst van artikel 12, § 2, geen goede weergave van de betekenis van het woord “weerbaar” dat in de Nederlandse tekst van die bepaling wordt gebruikt;

- moet in artikel 12, § 5, eerste lid, het woord “concernés” worden ingevoegd na de woorden “et des utilisateurs de services de paiement”;

- dient in artikel 13, § 4, tweede lid, “paragraphe 1^{er}” te worden vervangen door “alinéa 1^{er}”;

- moet in artikel 17, eerste lid, 1°, het woord “administrative” worden ingevoegd na het woord “amende”;

- dienen in artikel 17, tweede lid, de woorden “au paragraphe 1^{er}” te worden vervangen door de woorden “à l’alinéa 1^{er}”;

- moet in artikel 19, §§ 1 en 2, telkens *in fine*, “à l’article 17, alinéa 1^{er}, 1°” worden geschreven.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT